



28 février 2020

(20-1539)

Page: 1/14

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

SUBVENTIONS

NOUVELLE NOTIFICATION COMPLÈTE AU TITRE DE L'ARTICLE XVI:1 DU GATT DE 1994 ET DE L'ARTICLE 25 DE L'ACCORD SUR LES SUBVENTIONS ET LES MESURES COMPENSATOIRES

VIET NAM

La communication ci-après, datée du 26 février 2020, est distribuée à la demande de la délégation du Viet Nam.

Table des matières

1 PROGRAMMES DE SOUTIEN AUX ENTREPRISES EMPLOYANT DES TRAVAILLEURS HANDICAPÉS.....	2
2 PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ENTREPRISES EMPLOYANT UN NOMBRE IMPORTANT DE FEMMES	4
3 POLITIQUES PRÉFÉRENTIELLES CONCERNANT L'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES DES SOCIÉTÉS.....	6
4 POLITIQUES PRÉFÉRENTIELLES EN MATIÈRE DE DROITS D'IMPORTATION	7
5 TRAITEMENT PRÉFÉRENTIEL CONCERNANT LA LOCATION DE TERRES ET DE PLANS D'EAU.....	8
6 MESURES DE SOUTIEN ET POLITIQUES PRÉFÉRENTIELLES POUR LE DÉVELOPPEMENT DES INDUSTRIES DE SOUTIEN	10
7 POLITIQUES POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA PÊCHE	12

1 PROGRAMMES DE SOUTIEN AUX ENTREPRISES EMPLOYANT DES TRAVAILLEURS HANDICAPÉS

1. Titre du programme

Soutien aux bases de production et aux entreprises commerciales dans lesquelles soit 30% ou plus du total des employés sont des personnes handicapées, soit 10 employés permanents ou plus sont des travailleurs handicapés.

2. Objectif du programme

Encourager le recrutement de personnes handicapées dans les entreprises et les organisations.

3. Fondement juridique et autorités responsables du programme

a. Fondement juridique

- Loi de 2010 sur les personnes handicapées (Loi n° 51/2010/QH12);
- Décret gouvernemental n° 28/2012/ND-CP du 10 avril 2012 précisant plusieurs articles de la Loi sur les personnes handicapées et régissant leur application;
- Loi de 2013 sur l'emploi et Décret gouvernemental n° 61/2015/ND-CP du 9 juillet 2015 sur les politiques de création d'emplois et le Fonds national pour l'emploi (document juridique régissant l'application de la Loi de 2013 sur l'emploi);
- Code du travail de 2012;
- Circulaire du Ministère des finances n° 23/TC/TCT du 26 avril 1996 régissant les procédures d'exonération fiscale applicables aux bases de production et aux entreprises commerciales employant des travailleurs handicapés;
- Décret gouvernemental n° 218/2013/ND-CP du 26 décembre 2013 précisant la Loi relative à l'impôt sur les bénéfices des sociétés et régissant son application;
- Circulaire du Ministère des finances n° 78/2014/TT-BTC du 18 juin 2014 sur le Décret gouvernemental n° 218/2013/ND-CP du 26 décembre 2013 régissant l'application de la Loi relative à l'impôt sur les bénéfices des sociétés.

b. Autorités responsables

- Ministère du travail, des invalides et des affaires sociales;
- Ministère des finances;
- Banque pour la politique sociale;
- Comités populaires des provinces et des villes relevant de l'autorité centrale.

4. Forme de la subvention

- soutien financier pour l'amélioration des conditions de travail des personnes handicapées;
- exonération de l'impôt sur les bénéfices des sociétés;
- prêts à des conditions libérales;
- octroi de la priorité aux baux de location de terres, de terrains et de plans d'eau.

5. À qui et comment la subvention est accordée

a. *À qui la subvention est accordée:*

- bases de production et entreprises commerciales dans lesquelles 30% ou plus du total des employés sont des personnes handicapées;
- bases de production et entreprises commerciales dans lesquelles 10 employés permanents ou plus sont des travailleurs handicapés.

b. *Comment la subvention est accordée:*

Pour les entreprises dans lesquelles 30% ou plus du total des employés sont des personnes handicapées:

- Soutien financier pour l'amélioration des conditions de travail dans les entreprises employant des personnes handicapées: le montant du soutien est fixé en fonction de la proportion de travailleurs permanents handicapés dans les bases de production et les entreprises commerciales, du niveau de handicap de ces travailleurs et de la taille de ces entreprises, conformément au point a de la clause 1 de l'article 9 du Décret gouvernemental n° 28/2012/ND-CP du 10 avril 2012 relatif à la Loi sur les personnes handicapées.

- Les présidents des Comités populaires des provinces et des villes relevant de l'autorité centrale décident du montant du soutien pour l'amélioration des conditions de travail dans les bases de production et les entreprises commerciales dans lesquelles les travailleurs handicapés représentent 30% ou plus du total des employés.

- Exonération de l'impôt sur les bénéfices des sociétés: l'exonération se fait selon les modalités prévues par la Circulaire du Ministère des finances n° 23/TC/TCT du 26 avril 1996 régissant les procédures d'exonération fiscale applicables aux bases de production et aux entreprises commerciales employant des travailleurs handicapés.

- Prêts à des conditions libérales: il est indiqué au point c de la clause 1 de l'article 9 du Décret gouvernemental n° 28/2012/ND-CP du 10 avril 2012 relatif à la Loi sur les personnes handicapées que le montant, les modalités, les conditions et les taux d'intérêt des prêts sont ceux appliqués aux crédits destinés à promouvoir la création d'emplois et que la Banque pour la politique sociale débourse ces prêts.

- Octroi de la priorité aux baux de location de terres, de terrains et de plans d'eau: les points d et dd de la clause 1 de l'article 9 du Décret gouvernemental n° 28/2012/ND-CP du 10 avril 2012 relatif à la Loi sur les personnes handicapées disposent ce qui suit:

- la priorité est octroyée à la location de terres, de terrains et de plans d'eau comme le prévoit la législation;
- les entreprises dans lesquelles 70% ou plus du total des employés sont des travailleurs handicapés sont exemptées du paiement d'un loyer pour les terres, terrains et plans d'eau utilisés à des fins de production et de commerce;
- les entreprises dans lesquelles les travailleurs handicapés représentent entre 30% et 70% de l'ensemble des employés bénéficient d'une réduction de 50% sur le loyer des terres, terrains et plans d'eau utilisés à des fins de production et de commerce.

- Conformément aux dispositions juridiques relatives aux terres, pendant la période d'exemption de paiement de loyers des terres, terrains et plans d'eau ou de réduction de ces loyers, les entreprises ne peuvent pas modifier, transférer, donner, concéder ou louer le droit d'utiliser les terres, terrains ou points d'eau, ni accorder des hypothèques, des gages, ou des garanties, ou faire des contributions dans une coentreprise ou une entreprise associée en utilisant ce droit.

Pour les entreprises dans lesquelles 10 employés permanents ou plus sont des travailleurs handicapés:

- Soutien financier pour l'amélioration des conditions de travail dans les entreprises employant des personnes handicapées: le montant du soutien est fixé en fonction de la proportion de travailleurs permanents handicapés dans les bases de production et les entreprises commerciales, du niveau de handicap de ces travailleurs et de la taille de ces entreprises, conformément au point a de la clause 1 de l'article 9 du Décret gouvernemental n° 28/2012/ND-CP du 10 avril 2012 relatif à la Loi sur les personnes handicapées.

- Prêts à des conditions libérales: il est indiqué au point c de la clause 1 de l'article 9 du Décret gouvernemental n° 28/2012/ND-CP du 10 avril 2012 relatif à la Loi sur les personnes handicapées que le montant, les modalités, les conditions et les taux d'intérêt des prêts sont ceux appliqués aux crédits destinés à promouvoir la création d'emplois et que la Banque pour la politique sociale débourse ces prêts.

6. Montant unitaire de la subvention

Données statistiques non disponibles.

7. Durée de la subvention

2012-présent.

8. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Évaluation impossible.

2 PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ENTREPRISES EMPLOYANT UN NOMBRE IMPORTANT DE FEMMES

1. Titre du programme

Soutien aux entreprises employant un nombre important de femmes.

2. Objectif du programme

- encourager les investissements dans la construction de jardins d'enfants, de centres de santé, d'établissements culturels et d'autres structures favorisant le bien-être social des employés;
- encourager les employeurs à embaucher un nombre important de femmes.

3. Fondement juridique et autorités responsables du programme

a. Fondement juridique

- Code du travail de 2012;
- Décret gouvernemental n° 85/2015/ND-CP du 1^{er} octobre 2015 précisant plusieurs articles du Code du travail sur les politiques applicables aux employées femmes;
- Circulaire du Ministère des finances n° 78/2014/TT-BTC du 18 juin 2014 régissant l'application de la Loi relative à l'impôt sur les bénéfices des sociétés.

b. Autorités responsables

- Ministère du travail, des invalides et des affaires sociales;
- Ministère des finances;

- Ministère de la construction;
- Comités populaires des provinces et des villes relevant de l'autorité centrale.

4. Forme de la subvention

- politiques de promotion des relations sociales, conformément aux dispositions en vigueur dans l'État, appliquées aux activités dans les domaines de l'éducation, de la formation professionnelle, des soins de santé, de la culture, du sport et de l'environnement;
- politiques préférentielles, conformément à la Loi sur le logement, appliquées aux activités liées à l'investissement dans la construction de logements pour les employés;
- réduction de l'impôt sur les bénéfices des sociétés;
- déduction des dépenses supplémentaires engendrées par les employées femmes dans le calcul du revenu imposable des sociétés.

5. À qui et comment la subvention est accordée

a. *À qui la subvention est accordée:*

Employeurs remplissant les conditions énoncées dans le Décret n° 85/2015/ND-CP et la Circulaire n° 78/2014/TT-BTC.

b. *Comment la subvention est accordée:*

Pour les employeurs qui investissent dans la construction de jardins d'enfants, de centres de santé, d'établissements culturels et d'autres structures favorisant le bien-être social des employés:

Les employeurs qui satisfont aux prescriptions établies par le Premier ministre en matière de taille et de normes peuvent bénéficier de politiques de promotion des relations sociales, conformément aux dispositions en vigueur, appliquées aux activités dans les domaines de l'éducation et de la formation professionnelle, des soins de santé, de la culture, du sport et de l'environnement (article 11 du Décret gouvernemental n° 85/2015/ND-CP précisant plusieurs articles du Code du travail sur les politiques applicables aux employées femmes et régissant leur application).

Pour les employeurs qui embauchent un nombre important de femmes:

- les employeurs ont droit à une réduction de l'impôt sur les bénéfices des sociétés conformément à la législation en la matière;
- les employeurs ont le droit de déduire les dépenses supplémentaires engendrées par les employées femmes dans le calcul de leur revenu imposable des sociétés, comme le prévoit l'article 6 de la Circulaire du Ministère des finances n° 78/2014/TT-BTC du 18 juin 2014 régissant l'application de la Loi relative à l'impôt sur les bénéfices des sociétés.

En outre, les entreprises doivent satisfaire à d'autres prescriptions et conditions pertinentes afin de bénéficier d'un traitement préférentiel concernant l'impôt sur les bénéfices des sociétés, comme le prévoient l'article 20 (clause 5) et l'article 22 de la Circulaire du Ministère des finances n° 78/2014/TT-BTC du 18 juin 2014 sur le Décret gouvernemental n° 218/2013/ND-CP régissant l'application de la Loi relative à l'impôt sur les bénéfices des sociétés.

6. Montant unitaire de la subvention

Données statistiques non disponibles.

7. Durée de la subvention

2014-présent.

8. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Évaluation impossible.

3 POLITIQUES PRÉFÉRENTIELLES CONCERNANT L'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES DES SOCIÉTÉS

1. Titre du programme

Traitement préférentiel concernant l'impôt sur les bénéfices des sociétés accordé aux entreprises qui investissent dans des secteurs ou des zones préférentiels.

2. Objectif du programme

Encourager les entreprises à investir dans les zones à croissance économique difficile, ou dans les secteurs qui ont besoin d'investissements pour se développer.

3. Fondement juridique et autorités responsables du programmea. *Fondement juridique*

- Loi n° 14/2008/QH12 relative à l'impôt sur les bénéfices des sociétés;
- Loi n° 32/2013/QH13 modifiant la Loi relative à l'impôt sur les bénéfices des sociétés;
- Décret gouvernemental n° 218/2013/ND-CP précisant la Loi relative à l'impôt sur les bénéfices des sociétés et régissant son application (en vigueur depuis le 15 février 2014);
- Décret gouvernemental n° 12/2015/ND-CP du 12 février 2015 relatif à l'élaboration de la Loi sur les modifications de la législation fiscale et les modifications de certains articles de décrets sur la fiscalité.

b. *Autorités responsables*

- Gouvernement;
- Ministère des finances.

4. Forme de la subvention

Traitement préférentiel concernant l'impôt sur les bénéfices des sociétés accordé aux entreprises qui investissent dans des secteurs ou des zones géographiques préférentiels.

5. À qui et comment la subvention est accordéea. *À qui la subvention est accordée:*

- entreprises établies au titre de dispositions de la législation vietnamienne;
- entreprises établies au titre de dispositions de législations étrangères, qu'elles soient ou non basées au Viet Nam;
- organisations établies au titre de la Loi sur les coopératives;
- organismes spécialisés établis au titre de la législation vietnamienne;

- autres entités exerçant des activités de production et de commerce générant des revenus.

b. Comment la subvention est accordée:

- Exonération et réduction de l'impôt sur les bénéfices des sociétés, comme stipulé dans les articles 15 et 16 du Décret n° 218/2013/ND-CP régissant l'application de la Loi relative à l'impôt sur les bénéfices des sociétés du 3 juin 2008 et dans la Loi n° 32/2013/QH13 du 19 juin 2013 modifiant et complétant certains articles de la Loi relative à l'impôt sur les bénéfices des sociétés.
- Le régime fiscal préférentiel est décrit aux clauses 9 à 16 de l'article 1 du Décret gouvernemental n° 12/2015/ND-CP du 12 février 2015 relatif à l'élaboration de la loi sur les modifications de la législation fiscale et les modifications de certains articles de décrets sur la fiscalité. L'exonération et la réduction de l'impôt, ainsi que les conditions pour bénéficier d'un traitement préférentiel, s'appliquent aux entreprises qui investissent dans des secteurs et des zones géographiques préférentiels, tiennent un système de comptabilité avec des reçus et des factures valides, et présentent des déclarations pour le paiement des impôts. Les revenus soumis au régime fiscal préférentiel doivent être comptabilisés séparément dans la comptabilité de ces entreprises.

6. Montant unitaire de la subvention

Données statistiques non disponibles.

7. Durée de la subvention

2014-2016.

8. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Évaluation impossible.

4 POLITIQUES PRÉFÉRENTIELLES EN MATIÈRE DE DROITS D'IMPORTATION

1. Titre du programme

Traitement préférentiel en matière de droits d'importation accordé aux entreprises qui investissent dans des secteurs ou des zones géographiques préférentiels.

2. Objectif du programme

Encourager les entreprises à investir dans les zones à croissance économique difficile, ou dans les secteurs qui ont besoin d'investissements pour se développer.

3. Fondement juridique et autorité responsable du programme

a. Fondement juridique

- Loi n° 45/2005/QH11 sur les droits d'exportation et d'importation;
- Loi n° 107/2016/QH13 sur les droits d'exportation et d'importation (en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2016);
- Décret n° 87/2010/ND-CP précisant la Loi sur les droits d'exportation et d'importation et régissant son application;

- Décret n° 134/2016/ND-CP précisant certains articles de la Loi sur les droits d'exportation et d'importation et régissant leur application (en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2016);

b. Autorité responsable

Ministère des finances

4. Forme de la subvention

Traitement préférentiel en matière de droits d'importation accordé aux entreprises qui investissent dans des secteurs ou des zones géographiques préférentiels.

5. À qui et comment la subvention est accordée

a. À qui la subvention est accordée:

- entreprises établies au titre de la législation vietnamienne;
- entreprises établies au titre de législations étrangères, qu'elles soient ou non basées au Viet Nam;
- organisations établies au titre de la Loi sur les coopératives;
- organismes spécialisés établis au titre de la législation vietnamienne;
- autres entités exerçant des activités de production et de commerce générant des revenus.

b. Comment la subvention est accordée:

- Les politiques préférentielles concernant les droits d'importation selon les secteurs et les zones géographiques sont visées dans les clauses 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15 et 16 de l'article 12 du Décret n° 87/2010/ND-CP; et dans le chapitre II (articles 5 à 37) du Décret n° 134/2016/ND-CP (en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2016).
- Les documents susmentionnés détaillent les cas admissibles à l'exonération, à la réduction et au remboursement des droits d'exportation et d'importation, ainsi que les dossiers et les procédures d'exonération, de réduction et de remboursement des droits d'importation.

6. Montant unitaire de la subvention

Données statistiques non disponibles.

7. Durée de la subvention

2014-2016.

8. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Évaluation impossible.

5 TRAITEMENT PRÉFÉRENTIEL CONCERNANT LA LOCATION DE TERRES ET DE PLANS D'EAU

1. Titre du programme

Traitement préférentiel concernant la location de terres et de plans d'eau utilisés à des fins commerciales conformément à la Loi foncière de 2013.

2. Objectif du programme

Encourager les entreprises à investir dans les secteurs et les zones géographiques faisant l'objet des incitations prévues par la législation relative à l'investissement.

3. Fondement juridique et autorités responsables du programme

a. Fondement juridique

Avant le 1^{er} juillet 2014:

- Loi foncière de 2003;
- Décret n° 142/2005/ND-CP régissant les loyers des terres et des plans d'eau;
- Circulaire n° 120/2005/TT-BTC régissant le Décret n° 142/2005/ND-CP.
- Circulaire n° 94/TT-BTC modifiant et complétant la Circulaire n° 120/TT-BTC.

Après le 1^{er} juillet 2014:

- Loi foncière de 2013;
- Décret n° 46/2014/ND-CP du 15 mai 2014 portant réglementation des loyers des terres et des plans d'eau;
- Circulaire n° 77/2014/TT-BTC du 16 juin 2014 régissant l'application du Décret n° 46/2014/ND-CP.

b. Autorités responsables

- Gouvernement;
- Ministère des finances.

4. Forme de la subvention

Exonération et/ou réduction des loyers des terres et plans d'eau.

5. À qui et comment la subvention est accordée

a. À qui la subvention est accordée:

Toutes les entités qui sont autorisées à louer des terres et des plans d'eau et qui les utilisent pour investir dans des secteurs et des zones géographiques préférentiels conformément à la législation relative à l'investissement.

b. Comment la subvention est accordée:

Par le biais de loyers fonciers et de réductions et d'exonérations de ces loyers fonciers.

6. Montant unitaire de la subvention

Données statistiques non disponibles.

7. Durée de la subvention

2014-2016.

8. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Évaluation impossible.

6 MESURES DE SOUTIEN ET POLITIQUES PRÉFÉRENTIELLES POUR LE DÉVELOPPEMENT DES INDUSTRIES DE SOUTIEN

1. Titre du programme

Développement des industries de soutien.

2. Objectif du programme

Aider les particuliers et les organisations à améliorer leurs capacités au moyen d'activités visant à développer les industries de soutien.

3. Fondement juridique et autorités responsables du programmea. *Fondement juridique*

- Loi de l'Assemblée nationale n° 32/2001/QH10 du 25 décembre 2001 sur l'organisation du gouvernement;
- Loi de l'Assemblée nationale n° 67/2014/QH13 du 26 novembre 2014 relative à l'investissement;
- Loi de l'Assemblée nationale n° 21/2008/QH12 du 13 novembre 2008 relative aux hautes technologies;
- Loi de l'Assemblée nationale n° 45/2005/QH11 du 14 juin 2005 relative aux droits d'exportation et d'importation;
- Loi n° 14/2008/QH12 du 3 juin 2008 relative à l'impôt sur les bénéfices des sociétés et Loi de l'Assemblée nationale n° 32/2013/QH13 du 19 juin 2013 portant modification de la Loi relative à l'impôt sur les bénéfices des sociétés;
- Loi n° 13/2008/QH12 du 3 juin 2008 relative à la taxe sur la valeur ajoutée et Loi de l'Assemblée nationale n° 31/2013/QH13 du 19 juin 2013 portant modification de la Loi relative à la taxe sur la valeur ajoutée;
- Loi n° 78/2006/QH11 du 29 novembre 2006 relative à l'administration fiscale et Loi de l'Assemblée nationale n° 21/2012/QH13 du 20 novembre 2012 portant modification de la Loi relative à l'administration fiscale;
- Loi de l'Assemblée nationale n° 71/2014/QH13 du 26 novembre 2014 modifiant et complétant la législation fiscale.
- Loi de l'Assemblée nationale n° 45/2013/QH13 du 29 novembre 2013 relative à la propriété foncière;
- Loi de l'Assemblée nationale n° 01/2002/QH11 du 16 décembre 2002 relative au budget de l'État;
- Décision du Premier ministre n° 68/QĐ-TTg du 18 janvier 2017 relative à l'approbation du Programme de développement des industries de soutien (2016-2025);
- Décret gouvernemental n° 111/2015/ND-CP du 3 novembre 2015 relatif au développement des industries de soutien;

- Circulaire du Ministère de l'industrie et du commerce n° 55/2015/TT-BCT du 30 décembre 2015 relative aux procédures concernant la délivrance de certificats de traitement préférentiel pour les projets de production par les industries de soutien de produits considérés comme prioritaires pour le développement, et concernant la réalisation d'examens après le traitement préférentiel.

b. Autorités responsables

- Ministère de l'industrie et du commerce;
- Ministère des finances;
- Banque d'État du Viet Nam;
- Ministère de la planification et de l'investissement;
- Ministère des ressources naturelles et de l'environnement;
- Ministère du travail, des invalides et des affaires sociales;
- les ministères, les organismes de niveau ministériel et les organismes gouvernementaux, dans les limites de leurs tâches et pouvoirs respectifs, se coordonnent avec le Ministère de l'industrie et du commerce dans l'exercice des fonctions de gestion publique pour le développement des industries de soutien conformément à la législation.

4. Forme de la subvention

- traitement préférentiel en ce qui concerne l'impôt sur les bénéfices des sociétés;
- traitement préférentiel en ce qui concerne les droits d'importation;
- traitement préférentiel en ce qui concerne l'octroi de crédit;
- traitement préférentiel en ce qui concerne la TVA;
- traitement préférentiel en ce qui concerne la protection de l'environnement;
- traitement préférentiel pour les PME, y compris:
 - en ce qui concerne le crédit d'impôt pour investissement;
 - en ce qui concerne les loyers des terres et des plans d'eau.
- traitement préférentiel en ce qui concerne l'investissement par zone géographique.

5. À qui et comment la subvention est accordée

Particuliers et organisations exerçant des activités pour le développement des industries d'appui au Viet Nam.

6. Montant unitaire de la subvention

Données statistiques non disponibles.

7. Durée de la subvention

1^{er} janvier 2016-présent.

8. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Évaluation impossible.

7 POLITIQUES POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA PÊCHE

1. Titre du programme

Politiques pour le développement de la pêche.

2. Objectif du programme

- rénover et construire des ports de pêche, des quais de pêche, des zones d'ancrage pour les navires et d'autres infrastructures et installations dans les ports de pêche afin d'améliorer les capacités en matière de gestion, de suivi, de supervision et d'inspection des activités de pêche;
- rénover et moderniser les navires anciens et remplacer les navires en bois par des navires en acier afin d'accroître le niveau de sécurité et de réduire au minimum les risques pour les pêcheurs en mer;
- lutter contre la pauvreté;
- maintenir et développer la pêche traditionnelle de manière durable;
- soutenir la conversion des engins de pêche en vue d'éliminer complètement l'utilisation d'engins destructeurs.

3. Fondement juridique et autorités responsables du programme

a. Fondement juridique

- Loi de 2003 sur la pêche;
- Loi de 2002 sur le budget de l'état;
- Loi de 2013 relative à l'impôt sur les bénéfices des sociétés;
- Loi de 2013 sur l'imposition du revenu des personnes physiques;
- Loi de 2013 sur l'administration fiscale;
- Décret gouvernemental n° 67/2014/ND-CP du 7 juillet 2014 relatif à certaines politiques de développement de la pêche;
- Décret gouvernemental n° 89/2015/ND-CP du 7 octobre 2015 modifiant et complétant plusieurs articles du Décret n°67/2014/ND-CP;
- Décret gouvernemental n° 172/2016/ND-CP du 27 décembre 2016 portant modification du Décret gouvernemental n° 67/2014/ND-CP relatif à certaines politiques de développement de la pêche;
- Résolution gouvernementale n° 113/NQ-CP du 31 décembre 2016 portant prorogation du Décret d'application n° 67/2014/ND-CP jusqu'au 31 décembre 2017.

b. Autorités responsables

Ministère de l'agriculture et du développement rural.

4. Forme de la subvention

- traitement préférentiel en matière de politiques d'investissement;
- traitement préférentiel en matière de politiques de crédit;
- traitement préférentiel en matière de politiques d'assurance;
- traitement préférentiel en matière de politiques fiscales;
- autres politiques préférentielles pertinentes pour le développement de la pêche.

5. À qui et comment la subvention est accordée

a. À qui la subvention est accordée:

- propriétaires de navires de pêche, pêcheurs et établissements spécialisés dans la construction et la réparation de navires et les services logistiques pour la pêche dans les provinces côtières;
- organisations et particuliers participant à des projets d'investissement dans les infrastructures de pêche.

b. Comment la subvention est accordée:

- Politique d'investissement: les investissements dans les infrastructures essentielles des ports de pêche et les abris antitempêtes sont financés par le budget de l'État.
- Politique de crédit:
 - pour la construction de nouveaux navires de pêche: cette politique prévoit l'octroi de crédits aux propriétaires de navires de pêche qui commandent des navires en acier neufs dont la capacité du moteur principal est supérieure ou égale à 400 CV en vue de les utiliser dans le cadre d'activités de pêche hauturière et de fournir des services logistiques pour la pêche hauturière;
 - politique pour l'octroi de crédits de fonds de roulement: cette politique prévoit l'octroi de crédits aux propriétaires de navires de pêche qui exercent des activités de pêche et fournissent des services logistiques pour la pêche. Ces propriétaires doivent exercer leurs activités de manière efficace et disposer d'une capacité financière stable ainsi que de plans stratégiques spécifiques.
- Politique d'assurance: le gouvernement finance 100% du coût annuel de l'assurance accident pour chaque membre d'équipage travaillant à bord, ainsi que l'assurance de la coque, de l'équipement et des engins de pêche de chaque navire (assurance tous risques), conformément aux normes relatives aux coûts énoncées dans le Décret gouvernemental n° 67/2014/ND-CP du 7 juillet 2014 relatif aux politiques de développement de la pêche.
- Politique fiscale:
 - exonération de la taxe sur les ressources naturelles pour la pêche d'espèces marines sauvages;
 - aucun droit d'enregistrement imposé aux navires pêchant des produits marins et aquatiques;
 - exonération de l'impôt sur le revenu des personnes physiques pour les particuliers qui pêchent directement des produits de la mer et pour leur ménage;

- exonération de l'impôt sur les bénéfices des sociétés pour les revenus tirés d'activités de pêche en mer; les revenus tirés de la fourniture de services logistiques directement destinés à des activités de pêche hauturière; et les revenus tirés de navires de pêche neufs ou rénovés dont le moteur principal a une capacité supérieure ou égale à 400 CV et qui sont utilisés pour des activités de pêche;
 - exonération des droits d'importation sur les machines, équipements, matières premières et composants qui ne sont pas encore produits dans le pays et sont utilisés pour construire ou rénover des navires dont le moteur principal a une capacité supérieure ou égale à 400 CV.
- Autres politiques de soutien:
- financement à 100% des coûts de formation pour les membres d'équipage exploitant des navires dont la coque est construite en acier ou avec de nouveaux matériaux; élaboration de lignes directrices sur l'utilisation et l'entretien des produits utilisant les nouvelles technologies pour des navires dont le moteur principal a une capacité supérieure ou égale à 400 CV;
 - financement à 100% des coûts de conception des modèles de navires de pêche en acier et de navires fournissant des services logistiques pour la pêche hauturière, dont le moteur principal a une capacité supérieure ou égale à 400 CV;
 - financement à 100% des coûts d'entretien et de réparation périodiques, plafonné à 1% du coût d'un navire en acier neuf dont le moteur principal a une capacité supérieure ou égale à 400 CV, conformément aux normes technologiques et économiques relatives au coût de l'entretien et de la réparation périodiques.

6. Montant unitaire de la subvention

Données statistiques non disponibles.

7. Durée de la subvention

2015-2018. Programme en cours d'évaluation avant l'adoption d'autres mesures.

8. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Évaluation impossible.